

GAUCHEBDO

SUCCESSION DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 14-15 • 2 AVRIL 2021 • CHF 3.-

Malgré l'évacuation manu militari de la Zad d'Eclérens, le dossier reste ouvert page 3



Sociologue, Thomas Sauvadet revient sur les violences entre jeunes en France page 6



Moutier rejoint le Jura: la page enfin tournée? page 2

Un message d'accueil en carafe?

SOLIDARITÉ • Depuis un an, les organisations d'entraide attendent que le Suisse offre une politique plus généreuse pour les réfugiés des îles grecques. Un nouvel appel, avec des médecins, est lancé.

Un an après et toujours rien, l'horizon paraît bouché. «L'aide sur le terrain est juste et importante. Mais la tradition humanitaire de notre pays ne doit pas se limiter à un soutien matériel sur le terrain. La Suisse doit également apporter sa contribution ici, dans notre pays (pour les réfugié.e.s en provenance des îles grecques)», a expliqué cette semaine Thierry Steiert, maire (PS) de la Ville de Fribourg. Sa commune, ainsi que désormais 16 autres villes suisses réunies dans l'Alliance des villes et communes pour l'accueil des réfugié.e.s, ont tenu à rappeler cette semaine à Berne que rien n'a été fait pour faciliter la réception de migrants depuis la Grèce en un an. Et ce n'est pas faute de mobilisation. L'année passée à Pâques (voir «Des villes en première ligne», *Gauchebo* n°38), plus de 110 organisations avaient lancé un appel dans ce sens aux autorités fédérales. En juin dernier, plus de 50'000 personnes avaient déjà déposé une pétition demandant au Conseil fédéral de participer à l'évacuation immédiate des camps de réfugiés grecs et d'accueillir un nombre important de personnes en Suisse. «La campagne *Evacuez Maintenant* a proposé une multitude de solutions au Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et au Conseil fédéral. Des vols civils d'évacuation, des logements civils privés disponibles et la volonté des plus grandes villes suisses d'accueillir des réfugié.e.s n'en sont que quelques exemples. Même le Conseil national et le Conseil des Etats ont signalé au Conseil fédéral que la Suisse devait faire davantage en acceptant récemment la motion *Admission des réfugiés en provenance de Grèce et réforme de l'accord de Dublin*. Avec l'appel de Pâques, il y a un an et après l'apparition de la pandémie du Covid-19, la perspective d'une catastrophe était claire. Une catastrophe qui est malheureusement arrivée le 9 septembre 2020, à une échelle que même nous n'aurions pas pu imaginer. Le camp de Moria a brûlé – les images sont probablement encore dans tous les esprits», a souligné depuis la Grèce Janine Bleuler, coordinatrice de la campagne.

Elle a aussi relevé que le nouveau camp construit à Moria sur l'île de Lesbos et sur un ancien site militaire était dans un triste état, truffé de dépôts de plomb. Il n'était pas raccordé à l'eau et ne disposait pas d'une alimentation électrique adéquate. «Ce n'est qu'au début du mois de décembre que 36 douches pour près



Flashmob pour demander l'accueil immédiat des réfugiés de Moria, Lausanne, le 12 septembre 2020.

Gustave Deghlagre

de 7000 personnes ont été construites», a-t-elle précisé.

Mauvaises conditions sanitaires

«Il y a aussi eu une épidémie de dysenterie et de nombreuses autres maladies en raison des mauvaises conditions sanitaires. Moins de liberté de mouvement à cause des restrictions liées au Covid-19 et à plus de contrôles, ce qui fait que les gens se sentent plus captifs par rapport à la situation dans l'ancien camp. Un lieu peu sûr car les gens sont gardés trop longtemps au même endroit avec des nationalités mélangées, ce qui entraîne des frustrations et des bagarres», a aussi expliqué en duplex de Mytilène, principale ville de Lesbos, un réfugié zimbabwéen, Sifiso Khumalo, ancien habitant de Moria. Il travaille aujourd'hui au centre communautaire One Happy Family (OHF) comme coordinateur de la logistique et des achats.

La Suisse a reçu 97 mineurs non-accompagnés des îles de la mer Égée

En juillet 2020, Karin Keller-Sutter, cheffe du Département de justice et police (DFJP) avait envoyé une réponse aux pétitionnaires, affirmant que le Suisse avait débloqué de l'aide sur place, pour un montant de 1,1 million de francs. Elle expliquait aussi que notre pays avait décidé d'accepter un contingent de 1600 réfugié.e.s par

ticulièrement vulnérables pour 2020/2021 dans le cadre de son programme de réinstallation.

«A ce jour, seules 330 personnes ont été admises dans le cadre de ce programme. Depuis les incendies, la Suisse a acheminé du matériel humanitaire sur place, notamment des tentes, du matériel pour le traitement de l'eau, et du matériel médical et a accueilli 97 mineur.e.s non accompagnés.e.s des îles de la mer Égée. L'accueil de ces quelques dizaines de réfugié.e.s est une bonne chose, mais demeure largement insuffisant», déplore Pablo Cruchon, porte-parole d'Amnesty. Il rappelle que seules 11'041 demandes d'asile avaient été déposées en Suisse en 2020, soit 3228 de moins qu'en 2019 (-22,6%). «Il s'agit du chiffre le plus bas enregistré depuis 2007», précise-t-il.

Au regard de ces chiffres et de la volonté réitérée aujourd'hui par les principales villes, communes et paroisses de Suisse de participer à l'accueil des réfugié.e.s en provenance de Grèce, l'ONG de défense des droits humains, demande dorénavant un soutien du gouvernement à une évacuation complète du camp de Moria au niveau européen. Mais aussi l'accueil rapide d'un fort contingent de réfugié.e.s des îles grecques et l'entrée en matière de Karine Keller-Sutter, qui campe sur une ligne dure en matière d'asile et aurait signé un

accord de réadmission dans leur pays de 600 Algériens selon le quotidien *El Watan*, à propos de la proposition des villes d'héberger des migrants.

Cette nécessité d'un accueil rapide est aussi partagée par Médecins Action santé migrant.e.s (MASM), association apolitique de médecins romands, qui vient de déposer cette semaine une pétition de 11'000 signatures pour accélérer le processus et proposant d'admettre en Suisse 5000 réfugiés en provenance de Samos. «Une telle action serait une symbolique puissante tant sur la scène européenne que sur le plan de l'image internationale de notre pays. Par ailleurs, elle ne serait pas un appel à la migration puisque la frontière est, sur cette île, verrouillée par Frontex (la Turquie a aussi restreint l'arrivée sur les îles grecques, ndlr). Enfin la charge pour chaque canton serait très raisonnable, d'autant plus que les principales grandes villes de Suisse et d'autres ont annoncé leur disponibilité d'accueil», assurait l'association dans un courrier adressé à Ignazio Cassis en janvier dernier. «Les centres fédéraux de réfugiés sont à moitié vides. La Suisse pourrait dans un premier temps recevoir ces personnes en provenance de Samos et ensuite les accueillir dans les villes, qui comme Aigle, sont prêtes à les accueillir», insiste Bernard Borel, pédiatre et membre du POP. ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

Manifester ou pas?

Une manifestation contre un projet de loi renforçant les pouvoirs de la police a dégénéré. Cette phrase, vous l'avez peut-être vu passer dans les médias à propos d'événements qui ont eu lieu dans la ville anglaise de Bristol, le 21 mars dernier. On la trouve à l'identique en ligne dans de nombreux médias. Vous avez sans doute également lu que deux policiers ont eu os, bras et côtes cassés, comme le rapportait la RTS le lendemain, en se fondant sur un communiqué de police. Une information depuis démentie. Mais les rédactions semblent avoir été peu enclines à corriger le tir.

Si vous avez vu passer ces informations, vous en savez moins sur les motivations des manifestant.e.s que sur les membres brisés de la maréchaussée britannique. Qui finalement ne l'étaient pas. Toujours selon la RTS et d'autres médias, les protestataires s'opposaient à «un projet de loi prévoyant notamment d'accroître les pouvoirs de la police face aux manifestations non violentes».

En creusant, l'on apprend qu'il s'agit d'imposer un certain nombre de conditions aux protestataires (*HuffPost*). Ainsi, une fois la loi promulguée, ils se verraient imposer une «limite de bruit» (*BBC*). Mesdames, Messieurs les Anglais.e.s manifestez, mais ne dérangez pas trop. N'est-ce pas la moindre des choses que de protester discrètement?

Le meilleur moyen d'y parvenir est sans doute de ne pas battre le pavé en étant en nombre. Même ainsi, la loi prévoit un seuil minimum de bruit pour considérer ce qu'est une manifestation. De fait, un quidam se baladant avec sa pancarte et scandant dans un mégaphone suffira à tomber sous le coup de cette législation. Pour ne déranger quiconque, ne vaut-il mieux ne pas manifester du tout?

Les personnes condamnées en vertu du projet de loi pourraient bien sûr être passibles d'amendes, voire d'une peine d'emprisonnement. C'est en particulier le cas des personnes qui auraient l'outrecuidance de s'attaquer aux monuments commémoratifs, tel que la statue du marchand d'esclaves Edward Colston, qui avait été renversée en juin à Bristol par la puissance du mouvement Black Lives Matter. Ceux et celles-là encourent jusqu'à 10 ans de prison.

Jorge Simao

Moutier: la page enfin tournée?

JURA • La ville du Jura bernois rejoint le Canton avec un score définitif et incontestable.

Le résultat du vote de Moutier ayant déjà été abondamment commenté dans les médias, limitons-nous à quelques éléments. D'abord le constat que l'argument de «couper» la ville des villages environnants, de diviser la région historique de la Prévôté, n'a pas pesé lourd, puisqu'on retrouve, avec 54,9% de oui, quasiment le même score qu'en 2013, 55,4%, lorsqu'il s'agissait de se prononcer pour l'ensemble du Jura-Sud.

Dans les jours précédant le vote, on avait entendu qu'on aurait le dimanche «une ville coupée en deux». Il n'en a rien été. Simplement, les lieux de rassemblement des deux camps étaient éloignés d'environ deux kilomètres. J'ai effectué, par la rue principale, deux fois le trajet aller-retour entre la place de la Gare, rendez-vous des autonomistes, et le Forum de l'Arc, où se trouvaient les partisans du non. Je n'ai vu aucun policier, à part trois en faction devant le local de vote et trois devant le Forum.

Le contraste entre les lieux des deux camps était frappant. Dès 15 h 30, déjà quelques centaines de personnes près de la gare, et à 18 heures, lors de l'annonce du résultat, environ 3000, dont une majorité venue du canton du Jura. Je me trouvais à ce moment-là chez les pro-bernois, il y avait une centaine de personnes. L'annonce du résultat a été suivie d'un silence absolu d'une vingtaine de secondes, puis les conversations ont repris, expri-



mant évidemment la déception et le constat que «cette fois, on est foutus». L'écart de 374 voix (2114-1740) était jugé trop important pour

remettre en question le résultat. Côté jurassien, c'était l'explosion de joie et la fête. La foule s'est déplacée de la gare vers l'hôtel-de-ville où aucun

discours n'a été prononcé, protocole covid oblige. Mais vu l'ambiance festive et le nombre de personnes, les gestes barrières et les groupes limités à 15 personnes sont devenus pour beaucoup des notions très relatives.

La fin de la question jurassienne?

La page est donc tournée pour Moutier. Son départ diminuera évidemment le poids du Jura bernois dans le canton de Berne: sa part dans la population cantonale passera de 5,2 à 4,5%. Pourra-t-il conserver longtemps certains acquis, par exemple ses 12 députés (soit 7,5%)?

Du côté autonomiste, quel est l'avenir du mouvement? Dans le Jura bernois, sans Moutier, son électorat passe en dessous d'un quart, selon les chiffres du vote d'autodétermination de 2013. Si ce n'est la fin de la question jurassienne, il semble que c'est au moins le début d'une longue pause. A moins que le village tout proche de Moutier, Belpahon, qui avait dû voter en 2017 sans connaître le sort définitif de Moutier, ne devienne un nouvel enjeu de lutte. Berne l'avait emporté par 121 voix contre 114, mais, depuis les dernières élections, le Conseil communal est entièrement autonomiste. Le comité «Belpahon dit oui» souhaite rejoindre Moutier et le canton du Jura, mais le processus d'autodétermination est terminé. ■

Jean-Pierre Kohler

Triumphes de la gauche plurielle

VAUD • Les Popistes David Payot à Lausanne, Karine Clerc et Didier Divorner à Renens sont réélus à l'exécutif de leur commune. Au Mont-sur-Lausanne, Philippe Somsy, de même qu'Yvan Luccarini à Vevey rempileront.

Jour de succès tranquille à Lausanne. Après un premier tour, qui a vu les écologistes partir seuls avec trois candidats, l'alliance rose-rouge verte a été remise sur le métier à l'occasion du deuxième tour du 28 mars. Les six candidats de la gauche passent ainsi sans coup férir, malgré un taux de participation assez faible de 27,45%. Tout comme au premier tour, le syndic sortant Grégoire Junod (PS) sort en tête avec 64,8%, suivie par ses colistières, Florence Germond (63,73%) et Emilie Moeschler (63,31%). Viennent ensuite la municipale sortante écologiste, Natacha Litzistorf, (63,15%). Pour le POP, David Payot arrive cinquième, devançant l'écologiste Xavier Company, candidat désigné après une assemblée houleuse des Verts pour remplacer Jean-Yves Pidoux. Le PLR, Pierre-Antoine Hildbrand, chef de la police, sauve sa casquette en atteignant 41,82% des suffrages. «Les élections lausannoises ont démontré que l'électorat, y com-

pris socialiste, tenait à avoir un élu à sa gauche. Les Lausannois et les Vaudois se sont exprimés non seulement pour une politique sociale et écologiste, mais aussi pour une politique qui propose autre chose que ce système économique ultra-libéral. A nos élus maintenant de relever ce défi!», estime Joaquin Manzoni, président du POP Lausanne

Passage en force des Verts

Après un premier tour, qui avait vu l'élection du socialiste, Jean-François Clément et de la Verte Tinetta Maystre, le PS et les Vert.e.s avaient décidé de passer en force, en laissant de côté la Fourmi rouge pour le second tour, quitte à éjecter un popiste.

Malgré tout, les deux membres du parti, Karine Clerc et Didier Divorner sont réélus à la Municipalité, en finissant 6^e et 7^e du scrutin avec respectivement 36,5% et 34,6% des suffrages. «En refusant la

stratégie que nous avons proposée au deuxième tour (2 Fourmis rouge, 2 PS et 2 Vert.e.s), l'alliance PS-Verts pousse carrément la droite hors de la Municipalité. Défenderesse de la proportionnalité, la Fourmi rouge veillera au respect des forces en présence au Conseil communal», souligne Byron Allauca, membre du comité de campagne de la Fourmi rouge.

Majorités PS-Verts

Au Mont-sur-Lausanne, où il restait 4 places à prendre sur 5, l'élu sortant en charge de l'Instruction publique et des affaires culturelles Philippe Somsy (Mont citoyen) finit premier du deuxième tour, faisant un carton. Avec 61,7% des voix, il devance de 17% ses trois concurrents de l'Alliance montaine. A Vevey, et après une législature chahutée, la gauche et les Verts reprennent les commandes. Elu à l'occasion d'une partielle en 2020 et député depuis 2017, le représentant de

Décroissance-alternatives Yvan Luccarini, qui avait débouché en première position au premier tour, finit troisième avec 47,9% des voix.

Du même parti, Gabriela Kämpf, spécialiste de la nature et de l'environnement, chargée de projet, en Ville de Lausanne est aussi élue. Ceci suite à la réunion des forces de l'alternative dans le cadre de l'alliance #ailegauche. Dans le reste du canton, le PS et les Verts (qui enregistrent un gain de 15 sièges, passant de 13 à 28 Municipaux dans les communes à la proportionnelle) formeront des majorités dans des villes à Yverdon-les Bains, Montreux, La Tour-de-Peilz, Nyon, Prilly, Ecublens, Bussigny. A Morges et contre toute attente, la municipalité passe à droite. Pour le POP, dernier motif de satisfaction. Il obtient 32 élu.e.s dans les Conseils communaux, soit 7 de plus que lors des élections de 2016, et ceux-ci seront répartis dans 11 communes sur le territoire vaudois. ■

JDr

Elections cantonales: la gauche s'affirme

VALAIS • Le bilan du renouvellement du Grand Conseil a été favorable à la gauche progressant de 7 sièges. Malgré des résultats estimables, le POP n'atteint pas le quorum.

Commençons par le Grand Conseil, puisque nous vivons en régime parlementaire. Le 7 mars, le Valais s'était pourvu d'un nouveau Grand Conseil de 130 députés. Globalement, les résultats ont été favorables à la gauche - PS et alliés avec 20 sièges, et Verts avec 13. Elle a gagné 7 sièges, 5 pour les Verts et 2 pour le PS et alliés. C'est bon à prendre, d'une part parce qu'on voit que le progrès des Verts ne se fait pas sur le dos du reste de la gauche (c'est peut-être le fruit de l'appel du pied écologiste en direction des centristes), et d'autre part parce qu'il est probable qu'au parlement les deux forces désormais autonomes sauront collaborer sur un grand nombre d'objets.

Une autre cause de satisfaction est la représentation féminine qui, sans

compter les suppléantes, fait un bond impressionnant de 25 à 45 élues. La droite et le centre droit restent pourtant majoritaires de façon écrasante en occupant encore 75% des places, le PDC (48 sièges) poursuivant sa «descente aux enfers» en perdant 7 sièges, le PLR (27 sièges) et l'UDC (22 sièges) restant stables.

Optimisme de mise

Pour le POP, comme il fallait s'y attendre, le succès ne fut pas au rendez-vous. Mais l'absence d'élu.e.s ne doit pas décourager. Le POP a été bien reçu par les autres forces de gauche qui n'ont pas tenté de le neutraliser. Malgré la campagne difficile du fait de la pandémie, malgré sa quasi-invisibilité dans les médias qui dans cette région ne s'intéressent aux petits partis de gauche

que s'ils affaiblissent le PS, le POP pour ses débuts a réalisé d'assez bons scores.

Dans le district de Monthey, pour la députation, Yves Niveaux arrive deuxième de la liste dans sa commune, à 16 voix du PS Blaise Carron, un syndicaliste très connu, et sur le district il remporte 1941 voix et Blaise Carron 2415; pour la suppléance, Adrien D'Errico manque l'élection pour 16 voix. Dans le district de Martigny, Johan Donnet-Descartes reçoit 2335 voix pour la députation, la première élue en obtenant 2983; pour la suppléance, Jacqueline Lavanchy engrange pour sa part 2383 suffrages, contre 2876 pour le mieux élu. Dans le district de Conthey, Michel Pieren, pour la députation, récolte 1290 voix face aux 1738 suffrages de la seule élue. Dans

le district de Sierre enfin, si Olivier Matter ne devient pas député, il recueille tout de même 2592 voix, le mieux élu en obtenant 3588. Ce bilan loin d'être médiocre incite à l'optimisme, et nul doute que la prochaine fois, des élu.e.s seront à l'arrivée.

Gouvernement de droite

Pour le Conseil d'Etat, dont le second tour vient de se dérouler le 28 mars dernier, les citoyen.ne.s ont ratifié la formule 2 PDC et 1 personne élue pour chaque grand parti minoritaire (PS, PLR, UDC). Les efforts considérables accomplis entre les deux tours n'ont pas permis au «grand vieux parti» de sauver son troisième siège et sa majorité, Christophe Darbellay, jadis revenu de Berne en «leader», étant d'ailleurs le plus mal élu au second tour.

Le nouveau Conseil d'Etat sera donc ainsi composé: Roberto Schmidt (PDC du Haut-Valais), Franz Ruppen (UDC du Haut-Valais), Mathias Reynard (PS du Bas-Valais, premier PS à venir de cette partie du canton), Frédéric Favre (PLR du Bas-Valais) et Christophe Darbellay (PDC du Bas-Valais). La ligne du gouvernement ne va sans doute pas changer, car si un PS plus profilé tirera un peu à gauche, l'UDC est de retour et poussera à droite. Espérons seulement que, minoritaire dans un gouvernement de droite, Mathias Reynard ne perdra pas trop vite, comme tant de magistrats PS, les qualités de dynamisme et de combativité qu'on a souvent pu lui reconnaître. ■

Jean-Marie Meillard

Mort de la Zad, mais pas d'un combat

VAUD • Suite à des plaintes de la commune de La Sarraz et du cimentier Holcim, la Zad, installée depuis octobre sur la colline du Mormont, a été évacuée.

Ce 30 mars, des centaines de policiers anti-émeutes vaudois ont pris position au pied de la colline, filtrant les véhicules dès 7h17 entre La Sarraz et Eclépens. A voir le nombre de journalistes dépêchés sur l'événement, c'était *the place to be* (le lieu où il faut être)... comme en 2003 pour le G8 d'Évian. Dès 8h36, un hélico tourne dans les airs, alors que des canons à eau et des fourgons se positionnent. La stratégie de la gendarmerie est de prendre la zone en tenailles, en occupant une position du côté de la mine (barricade nord) et du côté de la barricade, accueil de la Zad, selon le fil d'actualité du site *reverse.co*, qui a suivi les événements toute la journée. Dès 9h36, le petit groupe d'action climat qui bloquait la route près du cimetière de La Sarraz est évacué manu militari. Après une première tentative avortée, la police pénètre finalement dans le campement des Zadistes à 12h16, avant de prendre possession du dernier bastion de résistance dans la maison de la Birette à 16h52. En fin de soirée, la police tirait son bilan comptable, précisant que sur la totalité des personnes présentes, au final ce sont 29 individus qui ont été interpellés et identifiés, dont 13 laissés aller mais dénoncés à l'autorité judiciaire, 4 relaxés et 12 gardés en zone de détention police. «Les principales infractions commises ont été la violation de domicile et l'insoumission à une décision de justice, l'empêchement d'accomplir un acte officiel ainsi que la violence contre les fonctionnaires dans une moindre mesure», explique le centre médias police.

Une initiative cantonale pour sauver le Mormont

Du côté des partis politiques, les réactions ne se sont pas fait attendre à l'issue de cette journée d'assaut. Premier à dégainer, Solidarités Vaud a regretté que l'opération ait été supervisée par



La police vaudoise a mené une opération manu militari pour déloger les défenseurs du climat.

un gouvernement de gauche et notamment pas sa ministre, la verte Béatrice Métraux. Celle-ci étant d'ailleurs dans ses petits souliers à l'heure de l'interview, rappelant que la décision d'envoi de la maréchaussée était le fait de décision de justice suite à des plaintes de la commune de La Sarraz et d'Holcim et non le fait du gouvernement. «Nous déplorons que le gouvernement cantonal et son bras armé conçoivent la protection de la propriété privée d'une multinationale aux pratiques commerciales hautement problématiques comme un combat plus important que celui pour la sauvegarde de notre environnement. Une fois de plus, le gouvernement vaudois prend position pour des pollueurs plutôt que de soutenir réellement la cause écologique», a critiqué le député au Grand Conseil, Hadrien Buclin.

De son côté, le POP vaudois a demandé que la multinationale ne puisse plus continuer à étendre ses

activités sur le site du Mormont et détruire de nouvelles zones actuellement intactes, ce qui pourrait faire l'objet d'une prochaine initiative cantonale en collaboration avec les Vert.e.s. Le parti revendique en outre l'introduction de la «règle verte», selon laquelle on ne peut prélever à la nature davantage que ce qu'elle peut reconstruire, et ne pas produire davantage que ce qu'elle peut supporter.

«En tant que parti défendant les travailleurs et travailleuses, nous sommes conscients que Holcim représente une centaine d'emplois qui permettent de faire vivre des familles. Afin de garantir une transition écologique ainsi que des alternatives viables au béton et au ciment, il nous paraît indispensable de nous assurer que les employés concernés puissent bénéficier d'une reconversion et d'une formation vers des emplois visant à une production plus écologique, afin qu'aucune perte d'emploi ne soit à

déplorer», explique ainsi Christophe Grand, secrétaire cantonal de la formation.

Tout en regrettant l'intervention policière et rappelant qu'ils ont réussi à protéger durablement le sommet du Mormont dans le Plan Directeur des Carrières (PDCar), les Vert.e.s se disent prêts «à poursuivre leur combat». Ils corroborent l'idée du lancement d'une initiative populaire cantonale pour Sauver le Mormont et pousser communes et Canton à favoriser les alternatives au ciment dans leurs constructions avec toutes les actrices et tous les acteurs politiques et associatifs intéressés.e.s. «Les Zadistes ont fortement contribué à remettre en lumière la question fondamentale de la protection de notre patrimoine et de notre dépendance au ciment», souligne Alberto Mocchi, président du parti. On n'a pas fini d'entendre parler du Mormont. ■

JDR

La gauche vaudoise solidaire avec les Kurdes

La semaine passée, le Centre culturel du Kurdistan de Lausanne tenait conférence de presse pour alerter sur la situation en Turquie. «Le mercredi 17 mars, le député du parti pro-kurde HDP (Parti démocratique des peuples), Ömer Faruk Gergerlioglu a été démis de ses fonctions de député. Le même jour, le procureur général de la Cour constitutionnelle de Turquie a débuté un procès pour interdire le HDP, qui a pourtant été élu démocratiquement par 6,5 millions de personnes, et demandé l'inéligibilité de 687 membres du HDP», a souligné Sevgi Koyuncu de l'Assemblée des femmes kurdes du canton de Vaud. Elle a aussi rappelé que le 19 mars, Recep Tayyip Erdogan avait annoncé le retrait unilatéral de la Turquie de la Convention d'Istanbul. «En Turquie, les violences envers les femmes et minorités, les féminicides, les viols et les restrictions en tout genre des droits des femmes sont en constante augmentation. Cette convention était considérée par le Conseil européen comme un espoir pour l'endiguer. En moyenne 4 femmes sont tuées tous les jours en Turquie et au Kurdistan. Le gouvernement de l'AKP légitime officiellement le féminicide», a-t-elle précisé. Elle rappelle également que depuis 199 jours, des milliers de prisonniers et prisonnières politiques kurdes avaient entamé une grève de la faim dans les prisons turques, afin de demander la levée des répressions qu'ils subissent et la fin de l'isolement du leader kurde Abdullah Öcalan. Soutenu par la gauche vaudoise (du POP aux Vert.e.s), un appel au gouvernement turc a été lancé pour mettre un terme aux pressions exercées sur le HDP, libérer les élu.e.s arrêtés.e.s et permettre la liberté d'expression. Mais aussi pour demander un retour de la Turquie dans la Convention d'Istanbul et que tout soit fait pour sauver les grévistes de la faim, notamment en permettant la libération d'Abdullah Öcalan. ■

Réd.

Une vraie démocratie?

OPINION • Les élections sont normalement un moment de débat, d'échange. Et de manière abstraite, de «vie» pour la démocratie.

On le dit souvent ainsi pour la France: l'élection présidentielle est le moment où la démocratie peut s'exprimer. Dans notre pays de démocratie semi-directe, le peuple s'exprime tous les trois mois, et on ajoute aux votations lesdites élections. Mais on peut questionner ces élections. La démocratie dans laquelle nous nous inscrivons est dite «représentative». C'est-à-dire que nous élisons des représentant.e.s qui vont ensuite choisir pour nous.

Ce mode de scrutin se justifie par différentes contraintes: une impossibilité de faire voter l'entier de la population sur tous les sujets pour des raisons logistiques, la nécessité d'avoir une vision «informée» de certains sujets pointus. Et probablement quelques autres raisons moins reluisantes comme la volonté des élu.e.s de ne pas perdre leur pouvoir.

Limites de la démocratie représentative

Pourtant, ce système montre régulièrement ses limites. D'une part, le dogme néolibéral mondialement dominant réduit la politique à un exercice de compromis dans le cadre de l'équilibre budgétaire – ce qui a tendance à brouiller les camps politiques des élu.e.s. Le Parti socialiste Français sous Hollande est un exemple flagrant de cette dérive, tout comme la vague des «ni de gauche ni de droite» à la Macron, qui prouve que les questions de société ne sont plus au cœur de l'appareil démocratique. D'autre part et en conséquence, l'absentéisme grandissant prive les élus de

leur légitimité. On a beau dire que ceux qui ne votent pas cautionnent, on peut se demander jusqu'à quel point l'argument tient, quel pourcentage minimal serait acceptable pour asseoir une forme de légitimité, et s'il ne faudrait pas réfléchir aux causes de cet absentéisme plutôt que blâmer les absentéistes.

Implication citoyenne

Cette réflexion, on est loin de l'avoir parmi nos élus. Des idées sont parfois timidement lancées – budgets participatifs, le terme à la mode actuellement – mais de réelles remises en question sont rares. Et pourtant il en existe. Par exemple, le tirage au sort qui permettrait d'en finir avec le copinage politique. Ou la révocation des élu.e.s. Le non-cumul des mandats. La consultation sur forum Internet, etc.

A notre époque, des moyens existent pour permettre à la population de s'impliquer davantage dans la vie politique. Des partis dans certains pays s'y essaient. Ils sont essentiellement bien à gauche de l'échiquier politique, en Espagne ou en Islande, par exemple. Mais faute de redonner de la légitimité à une démocratie essoufflée, de plus en plus de personnes s'abstiendront, et de plus en plus de mobilisations verront le jour. Nous verrons si les élu.e.s de demain sont capables de penser à la «démocratie» au-delà du terme galvaudé qu'elle est devenue à présent. ■

Nicolas Türtschi

Le Collectif du Roseau de Sauvabelin fait plier Lausanne

L'abandon depuis 2015 et dans un état insalubre, l'Auberge de Sauvabelin vient d'être occupée par le collectif du Roseau. Regroupant des jeunes de tous horizons, défendant un modèle alternatif de vie «s'articulant autour de valeurs humanistes aujourd'hui trop souvent reléguées au second plan dans notre société comme l'égalité, le partage, la solidarité, l'autogestion, l'horizontalité et la créativité», celui-ci a envoyé une missive à la Municipalité pour qu'elle entre en matière sur un contrat de prêt à usage. Contactée, la Municipale écologiste en charge du logement, environnement et architecture à Lausanne, Natacha Litzistorf, qui a déjà rencontré le collectif par deux fois, est prête à entrer en matière. «Leur projet est sérieux, avec une vision et le collectif est organisé et respectueux. Dans le même temps, et par son action, il montre certaines failles de notre dispositif d'accueil pour les personnes précarisées ou vulnérables. Avec mon collègue en charge de la sécurité, Pierre-Antoine Hildbrand (PLR) et le Syndic, Grégoire Junod, nous avons décidé de ne

pas les expulser, d'autant plus que la police n'a pas pu intervenir dans les temps légaux du fait d'une défaillance du détecteur de présence installé dans l'auberge», explique-t-elle. «Une visite du site a cependant confirmé que le lieu était insalubre et représentait une certaine dangerosité. Le collectif s'est lui-même rendu compte après une semaine que le manque d'électricité et de chauffage était des obstacles, d'autant plus que les risques d'inondations sont avérés. Il est impossible de pouvoir rénover le bâtiment, comme l'a demandé une motion d'une élue du Conseil communal (de Laura Manzoni (POP), ndlr), car elle impliquerait des travaux lourds et de facto l'éviction du collectif», souligne encore l'élue écologiste. Face à cette situation et à l'ouverture du collectif à se déplacer, Natacha Litzistorf précise que la Ville serait disposée à proposer un autre lieu d'occupation «plus sain et moins dangereux» à Lausanne, sans vouloir préciser son emplacement pour l'instant puisque cela doit être discuté au sein de la Municipalité. ■

Joël Depommier

Retour sur les cent ans du Parti Communiste Suisse

HISTOIRE • Suite à la révolution soviétique, un parti communiste, fortement implanté en Suisse alémanique, naît en Suisse en 1921.

Les 5 et 6 mars 1921, 137 camarades se réunissent dans l'«Eintracht» de Zurich et fondent le Parti communiste suisse (PCS). Il s'agissait d'une fusion entre des membres de l'aile gauche du PS qui avaient quitté leur parti et les soi-disant "vieux communistes". Franz Welti a été élu premier président du PCS. En 1922, le parti a publié son premier programme. Il comprenait des demandes immédiates telles que la reprise des relations commerciales et diplomatiques avec l'URSS, l'égalité sociale et juridique complète des hommes et des femmes, la séparation entre l'Église et l'État ainsi qu'entre l'Église et l'école. Dans son programme général à long terme, le PCS propose le contrôle de la production et des prix par les organisations du prolétariat, l'annulation de toutes les dettes publiques, la nationalisation des banques, l'expropriation des grandes entreprises et le contrôle fédéral de la production agricole.

Dans le programme du parti, des conclusions ont été tirées sur la base de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ainsi, le dépassement de la société capitaliste vers le socialisme ne pouvait pas être obtenu par un développement supplémentaire de la démocratie bourgeoise, mais seulement par son écrasement. Le programme a également clarifié le sens que le PCS donnait au travail parlementaire. Les communistes ne l'ont pas négligé, mais il a signifié la propagation des principes du socialisme. Un communiste élu (à l'époque, ce n'étaient que des hommes) devait s'efforcer avant tout de dénoncer la bourgeoisie et ses sbires, et de défendre la liberté de la presse, la liberté d'association, etc. Selon les directives du programme de 1922, les ouvriers communistes devaient former des cellules au sein des syndicats officiels. Principalement urbain et ancré en Suisse alémanique (Zurich, Bâle, Schaffhouse), le PCS comptait initialement environ 6000 membres dont environ 15% de femmes. Au niveau national, il a obtenu ses meilleurs résultats

électoraux dans les années 1920: en 1925, il a remporté trois sièges au Conseil national. Au niveau cantonal, en 1928, il a remporté 26% des voix aux élections du Conseil national dans le canton de Schaffhouse. En 1929, le PCS a gagné 25 sièges au Grand Conseil de Bâle-Ville avec 19,7%. Le parti possédait trois quotidiens (tirage total: 14'000 exemplaires en 1921; environ 10'000 en 1936).

L'interdiction des activités et de la propagande communistes en août 1940 et l'interdiction du PCS lui-même en novembre de la même année ont ramené le nombre de ses membres à environ 350. Mais alors que la défaite du fascisme en Europe devenait évidente, l'appel à la création d'un parti à gauche du PS se fit plus fort en Suisse. Le 14 octobre 1944, le Parti suisse du Travail (PST) est fondé à Zurich, auquel adhèrent de nombreux camarades du PCS. Léon Nicole est devenu le premier président. Karl Hofmeier est élu secrétaire. Ce bref aperçu historique devrait nous rappeler deux aspects fondamentaux. Si aujourd'hui tous nos camarades ne se disent pas "communistes", c'était déjà le cas au moment de la fondation du PST, mais notre parti s'inscrit clairement dans la tradition du PCS. Et lorsque nous avons célébré le 70^e anniversaire du PST au Locle en 2014, ce n'était en fait "que" le 70^e anniversaire de sa réapparition publique sous un nouveau nom, puisque nous avions été interdits. Mais nos camarades du PCS à l'époque n'ont jamais abandonné leur combat, même dans l'illégalité. Et comme on le sait, beaucoup d'entre eux ont payé un prix très élevé pour cela. Dans le même esprit qu'à l'époque, aujourd'hui nous poursuivons la lutte. Nous sommes donc dans la continuité d'un travail commencé il y a cent ans, avec un seul but: changer le monde!

Hasta la victoria siempre! ■

Gavriel Pinson,

Président du Parti Suisse du Travail



GRÈVES, MANIFESTATIONS, MONDIALISATION ET LUTTES LOCALES...

CE QUE LES GRANDS MÉDIAS PASSENT SOUS SILENCE, LISEZ-LE CHAQUE SEMAINE DANS GAUCHEBDO !



PLUS QUE JAMAIS, GAUCHEBDO A BESOIN DE VOUS !

CCP: 12-9325-6

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Lettre ouverte à Pierre Maudet

Je suis soulagée que vous n'ayez pas été élu au Conseil d'État, dimanche 28 mars, et contente du succès de la Verte Fabienne Fischer. Mais tout le monde s'accorde à dire que, sans parti, vous avez fait une campagne impressionnante. Naturellement, vous aviez du temps, puisque vous n'aviez plus de responsabilité politique. Vous avez tenu une permanence, beaucoup promis à beaucoup de monde, y compris à des jeunes.

Il n'y avait pas un jour sans lettres de lecteur dans *La Tribune de Genève*, la grande majorité positives, vantant jusqu'à plus soif vos éminentes qualités de «surdoué», «rompu au commandement» (vous êtes capitaine à l'armée), «planificateur hors du commun», etc. Vous seriez «le seul capable de nous guider vers une sortie de cette crise économique» (merci pour les autres conseillers d'État!) Ces panégyriques oublient de mentionner votre ego démesuré, qui vous conduit à vous croire au-dessus des lois, vos difficultés avec le personnel, la succession de vos mensonges, depuis vos réponses incohérentes concernant le voyage à Abu Dhabi de novembre 2015, votre entêtement à vous accrocher au pouvoir, envers et contre tout et tous, obtenant au passage une rente à vie de magistrat, vos tricheries (vous faites payer vos cotisations au PLR par une vague association, puis avez l'outrecuidance de les déduire de vos impôts, ce qui revient à voler les citoyen.ne.s, de 40'000 fr. en tout).

Il y eut une époque où je vous estimais. J'étais fascinée par votre intelligence et je trouvais que vous résolviez bien certains dossiers, comme l'opération «Papyrus», en 2015, qui a normalisé des centaines de sans-papiers à Genève. Je vous envoyais de temps en temps des courriels, auxquels vous répondez toujours, à mettre à votre crédit. Les choses se sont gâtées avec vos pataugeages concernant votre voyage à Abu Dhabi, dès fin mai 2016, lors des premières questions de journalistes, puis le 11 mai 2018 dans *La Tribune de Genève*, le 14 mai devant la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil. On sentait bien, dans vos réponses, que vous étiez mal à l'aise. Vous veniez d'être magnifiquement réélu au Conseil d'État, le 15 avril, dès le premier tour, et, dans la foulée, étiez devenu le président du Conseil d'État pour la durée de la législature, selon la nouvelle Constitution. Peut-être ce succès vous est-il monté à la tête.

Je vous ai écrit pour vous conseiller de ne pas faire comme Fillon, lors de la campagne présidentielle de 2017, qui s'enfermait de réponses floues en explications fumeuses sur les emplois fictifs de sa femme Penelope, puis de ses enfants, sur les costumes reçus, etc. Je vous conjurais de dire la vérité, même si elle n'était pas agréable et même si votre orgueil allait en prendre un coup. Vous m'avez alors répondu: «Vous avez raison, je vais dire la vérité», ce que vous avez répété à vos collègues de l'exécutif, au Grand Conseil, aux médias, aux citoyen.ne.s. Or, au lieu de révéler enfin ce qui s'était passé, vous avez monté un mensonge qui impliquait deux autres personnes. C'est à ce moment-là que vous avez perdu toute crédibilité. D'ailleurs, comment un homme aussi intelligent que vous a pu imaginer que ce mensonge passerait? Il est vrai que le pouvoir rend fou, ou du moins déconnecté des réalités. Après, il y eut vos aveux, où vous atténuez votre faute «Je n'ai pas dit toute la vérité», il était visiblement trop difficile de reconnaître «j'ai menti». C'est d'ailleurs votre tactique, de tout minimiser, comme après votre condamnation.

À cause de cette affaire, dont vous êtes seul responsable, vous avez perdu la présidence, la gestion des départements de la sécurité et de l'économie, il ne vous restait qu'un mini-département, celui du développement économique, d'une vingtaine de personnes. Mais à la suite d'un rapport intermédiaire «alarmant» sur la souffrance de certains collaborateurs-trices, en octobre 2020, vous en perdez la gestion. Après vous avoir vainement demandé, en novembre 2018, de quitter le PLR, votre parti, à qui vous devez tout, son comité directeur vous en exclut le 6 juillet 2020. Mais rien n'y fait, vous vous cramponnez à ce qui vous reste de pouvoir.

Le 29 octobre 2020, vous annoncez votre démission sur Léman Bleu. Enfin! me dis-je... mais je déchanse vite: dans la foulée, vous vous déclarez candidat à votre propre succession! Le 22 février 2021, le Tribunal de police vous condamne pour acceptation d'un avantage en lien avec votre voyage à Abu Dhabi. Vous annoncez un recours. Comme Trump, vous ne reconnaissez jamais votre défaite.

Vous faites une campagne incisive, aidée par les nombreuses lettres de lecteur dont vos fans irréductibles submergent *La Tribune de Genève*. Cela finit par devenir grotesque. Je me suis demandé si vous les payiez, en tout cas, vous deviez les solliciter. Le premier tour du 7 mars vous place 2^e, devant le candidat officiel de votre ex-parti. J'imagine votre jubilation. Cyril Aellen se retire, le PLR n'a pas de plan B, Nidegger reste dans la course, Delphine Bachmann se lance pour le PDC. Le 28 mars, vous arrivez à nouveau 2^e, derrière Fabienne Fischer, avec 9000 voix de différence. Vous avertissez que vous ne renoncez pas, que vous resterez en politique. J'ai eu peur que votre obstination réussisse et que vous réintégrez le CE. «On recommence à zéro», disiez-vous. Mais non, Monsieur Maudet, vous traînez derrière vous trois ans de coups tordus, de magouilles, de trahisons, de mensonges, de dénis, d'orgueil mal placé. Je vous ai comparé à Trump, même si vous êtes moins gravement atteint (on est en Suisse!).

Avec tout ça, je ne comprends pas que vous obteniez encore 33% des voix, comme je ne comprends pas que Trump ait 74 millions de soutiens. Serait-ce dû à votre capacité commune de galvaniser un noyau d'inconditionnels, qui finissent par vous considérer comme un dieu? D'agir comme un irrésistible charmeur de serpents? Même Pascal Decaillet est tombé sous le charme, au mépris de la neutralité journalistique.

Si vous vous présentez en 2023, vous continuerez à polluer l'air de Genève. Qui aimerait tant retrouver la paix. Si par malheur, vous étiez élu, vous seriez, tel Bachar el-Assad en Syrie, toujours présent, mais sur un champ de ruines...

Il n'y a pas que la politique, dans la vie, vous devriez retourner à vos chères études. Et qui sait, peut-être qu'avec vos «qualités exceptionnelles», vous deviendriez un Dupond-Moretti du barreau genevois et retrouveriez une autre forme de notoriété, positive, celle-là...

Huguette Junod

Le syndicat, «l'arme fatale» des travailleurs

ÉTATS-UNIS

Danny Glover, connu comme le double de Mel Gibson dans «L'Arme fatale», a rendu visite aux travailleurs d'Amazon en Alabama en lutte pour l'affiliation à un syndicat.

Aux États-Unis, se syndiquer relève du parcours du combattant. Si vous travaillez à un endroit où il n'y a pas de syndicat, il faut que 30% des salariés votent en faveur de la création ou l'affiliation à un syndicat pour qu'il soit reconnu par la direction.

Les 5800 travailleurs du centre de traitement des commandes d'Amazon à Bessemer, en Alabama, votent actuellement pour décider s'ils veulent ou non se syndiquer auprès du RWDSU (Retail, Wholesale and Department Store Union). Si le vote est positif, ces travailleurs deviendront les premiers employés syndiqués d'Amazon aux États-Unis. Les résultats seront connus après le 29 mars. Mais les travailleurs font face à un climat anti-syndical inouï: spots publicitaires diffusés sur la plateforme vidéo Twitch (propriété d'Amazon), envoi de SMS pour appeler à voter contre l'adhésion à un syndicat, messages affichés aux WC, accord avec la ville pour trafiquer les feux rouges afin que ceux-ci passent au vert quand les travailleurs quittent leur entrepôt, pour qu'ils ne puissent pas discuter avec des syndicalistes... Les moyens mis en place par la direction pour empêcher les travailleurs de se syndiquer sont importants. La peur a-t-elle changé de camp? Les travailleurs trouvent aussi des alliés de poids. Par exemple, les joueurs de football américain professionnels. Ou une star d'Hollywood. Le 22 février 2021, Danny Glover, acteur de renommée mondiale et activiste est venu à Bessemer pour témoigner son soutien aux travailleurs d'Amazon. Maximilian Alvarez, rédacteur en chef de The real news network (TRNN) l'a rencontré. Et a donné l'autorisation à Solidaire de diffuser des extraits de cette interview.

Qu'est-ce qui vous a motivé à venir à Bessemer pour témoigner votre soutien à la lutte des travailleurs?

DANNY GLOVER C'est un moment très important, certainement pour les travailleurs de cette entreprise qui (à l'exception de Walmart) emploie plus de personnes que n'importe quelle autre entreprise dans le pays. Surtout, ici dans le Sud, traditionnellement considéré comme une région où les syndicats n'ont guère de poids.

Sans compter qu'une partie de ma propre histoire se situe dans le Sud: ma mère était du Sud, de la Géorgie rurale, et elle a réussi à s'en sortir. Elle a pu faire des études. Elle ne devait pas ramasser le coton en septembre, car ce mois-là, elle allait à l'école. Et puis, je viens d'une famille de syndicalistes, au sein du US Postal Service (l'entreprise publique de poste aux États-Unis, NdlR). Il y a donc beaucoup de raisons pour lesquelles je suis ici et, certainement, que je suis présent au service de la justice, de la justice pour les travailleurs. Cela semble être l'un des objectifs de ma vie, en dehors du travail que je fais sur scène et sur le grand écran.

En quoi cette lutte s'inscrit-elle dans le cadre plus large de la lutte pour la libération et la dignité?

Je pense qu'à l'ère de l'industrialisation – depuis la révolution industrielle (grosso modo les 200 dernières années) – les travailleurs organisés, dans notre pays et dans le monde entier, se sont battus pour les droits les plus fondamentaux, les droits humains. Cette lutte engendre une sorte de conscience de classe, soit la réalisation que le capital et ses modes d'expansion reposent sur certaines règles: comment contrôler la classe travailleuse? Comment saper les moyens d'action de la classe travailleuse? Comment la «déradicaliser»? Et lorsqu'on se bat pour joindre les deux bouts, pour payer le loyer ou mettre de la nourriture sur la table, il s'agit là de choses concrètes.

Nous parlons d'un pays où la majorité de la population vit dans des zones urbaines, souvent surpeuplées (et c'est aussi le cas dans le monde entier).

Qu'il s'agisse de migrations forcées ou volontaires pour trouver du travail et tout le reste, ce processus d'industrialisation a poussé les gens



Fils de syndicaliste, l'acteur Danny Glover est de tous les combats de résistance au capitalisme.

wren:Blismb

vers les villes et les a conduits tout droit vers les endroits où ils devaient vendre leur travail pour survivre. Et c'est la même chose maintenant: peu importe la technologie dont nous disposons, peu importe combien nous rejetons l'idée même de syndicats, le fait est que les êtres humains vendent leur corps, se vendent pour un prix, pour pouvoir survivre. Ils ne cultivent pas leur propre nourriture, ils doivent l'acheter.

Ainsi, depuis les «barons voleurs» du XIX^e siècle (capitalistes qui ont mis la main sur des secteurs pour en avoir le monopole à n'importe quel prix: corruption, violences, etc. NdlR) jusqu'à aujourd'hui, leur objectif a toujours été le même: comment contrôler la main-d'œuvre? Comment ensuite l'exploiter? Car leur objectif est l'exploitation. Comment accaparer la valeur ajoutée créée par les travailleurs tout en réduisant la part qui leur revient? Car ce sont eux – les travailleurs – qui créent la richesse.

Voilà pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, c'est aussi simple que ça. Nous avons affaire au deuxième plus grand employeur de ce pays – certainement le plus grand employeur de cette région actuellement – et, face à lui, 5800 travailleurs qui ont l'occasion d'affirmer: «Nous demandons certaines protections. Nous voulons être en mesure de mettre en place une sorte de norme, d'autant plus importante à nos yeux qu'elle nous permettrait de négocier nos salaires, nos prestations et nos conditions de travail.» Actuellement, cette grande entreprise, Amazon, contrôle tout cela. Elle contrôle les conditions de travail des employés, les salaires qu'ils reçoivent

et les prestations qu'ils peuvent obtenir sans que les travailleurs eux-mêmes aient leur mot à dire. Et le syndicat est la meilleure structure pour leur donner voix au chapitre dans des décisions qui concernent leur vie. C'était le cas il y a 200 ans, et c'est toujours le cas aujourd'hui.

Pouvez-vous nous expliquer comment ce vote syndical s'inscrit dans une tradition et une histoire plus longues de la lutte syndicale dans le Sud?

Comme je l'ai dit aux travailleurs ici: «Vous vous inscrivez dans la continuité d'un processus historique; vous faites partie d'une lutte permanente qui a commencé bien avant vous. Et cette lutte vous a conduit là où vous êtes aujourd'hui, dans vos propres efforts pour construire la solidarité et dans vos propres demandes pour construire de meilleures conditions de travail pour les travailleurs.»

Créer un syndicat a servi de plateforme pour hisser les travailleurs du bas de l'échelle des salaires à la classe moyenne. Et c'est bien de cela qu'il s'agit ici. Nous connaissons la dynamique de la pauvreté en Alabama et la manière dont elle affecte les personnes les plus démunies.

Nous savons également que tous les autres types d'inégalités que nous connaissons dans notre société (en matière de soins de santé, etc.) sont également présentes dans cette région. Se syndiquer est un moyen de mobilisation, pas seulement dans le sens où elle permet de contrôler ce qui se passe sur le lieu de travail, mais c'est aussi un moyen d'organiser la communauté; elle renforce le sens de l'autonomie de la communauté

dans tous les domaines. La syndicalisation crée des citoyens, le syndicat fournit aux citoyens une plateforme d'action.

Qu'ont dit les travailleurs lorsque vous leur avez parlé de ce vote syndical et de leurs conditions de travail chez Amazon?

C'est incroyable, certaines des difficultés qu'ils rencontrent, les péripéties auxquelles ils doivent se livrer pour surmonter les obstacles. La surveillance dont font l'objet les travailleurs d'Amazon est différente de tout autre système de surveillance des travailleurs. Ce sont probablement les travailleurs les plus surveillés – le moindre détail de leur travail est observé. Et, d'une certaine manière, les demandes qui leur sont imposées pour accomplir leur quota de travail sont pratiquement irréalisables. Les périodes de pause, le temps dont ils disposent pour se rendre aux toilettes, les aménagements, la disponibilité de toilettes, tous ces éléments sont source de préoccupation. Voici un pays moderne où les travailleurs n'ont aucun contrôle ni aucun droit de regard sur ce qui se passe sur le lieu de travail, où tout est laissé à la discrétion des managers eux-mêmes. Ce système a utilisé la technologie d'une manière inédite (tant pour ce qui est de la création du modèle économique et commercial d'Amazon, que des conditions de travail qui sous-tendent ce modèle).

Il y a des témoignages qui vous fendent le cœur. Quand on pense que ces gens viennent ici pour travailler. Ils postulent à des emplois pour travailler, et ils donnent ce qu'ils ont pour travailler. Mais il y a certains aspects de leurs conditions de travail, qu'il s'agisse de pauses insuffisantes, du sentiment d'être surveillé ou d'être traité de manière souvent inappropriée... Amazon contrôle tout cela. Ils contrôlent votre fiche de paie et ils contrôlent tellement de choses différentes sur lesquelles les travailleurs n'ont pas leur mot à dire.

Pourquoi est-il si important que les travailleurs aient leur mot à dire?

Amazon est une entreprise mondiale, et elle est certainement amenée à traiter avec des syndicats dans d'autres endroits. En Europe, par exemple, où ils ont une relation avec les syndicats. Ce qui nous ramène toujours à la même question: pourquoi pas ici, dans son port d'attache? Pourquoi sont-ils si résistants à l'idée d'avoir un syndicat dans le pays où Amazon a son siège? Pourquoi utilisent-ils tous les moyens à leur disposition pour décourager les travailleurs de se syndiquer ou de voter pour un syndicat? Quand vous avez des syndicats, vous donnez du pouvoir au travailleur. Et c'est la chose la plus importante.

Et quelle direction va prendre Amazon? Ils sont venus à Bessemer, un endroit où l'emploi a clairement connu un déclin. En raison de la technologie et de l'automatisation, le travail manuel est devenu inaccessible. Les emplois bien rémunérés sont devenus inaccessibles ici pour de nombreuses raisons. Une partie du travail qui était auparavant effectué ici a pu être externalisée vers un autre pays. Mais dans les pays avancés, comme en Europe, où il existe des syndicats puissants, Amazon traite avec ces syndicats. Ils se voient contraints de traiter avec ces syndicats même si ça les met mal à l'aise. Mais, en même temps, cela donne du pouvoir aux travailleurs. (...)

La syndicalisation et la lutte ici à Bessemer sont importantes car elles sont susceptibles non seulement de changer la vie de ces travailleurs ici, mais aussi d'inspirer par cette leçon de courage d'autres batailles et d'autres luttes. ■

Propos recueillis par Maximilian Alvarez

Violence sociale et jeunesse en bandes

FRANCE • Pour le sociologue Thomas Sauvadet, le phénomène des bandes touche un jeune de moins de 30 ans sur dix dans les quartiers dits «politique de la ville». Il constate même un vieillissement de ces groupes dont les réseaux sociaux servent d'outils de résonance. Au cœur d'une société minée par la précarité et le chômage, les gangs criminels prolifèrent.

Le 24 janvier, un jeune adolescent (Yuriy) était violemment agressé dans le quinzième arrondissement de Paris par une bande. Un mois plus tard, des rixes entre jeunes en Essonne, un département de la banlieue sud de la capitale, faisaient deux morts en deux jours, un adolescent et une collégienne de 14 ans. Episode suivi d'un autre décès à Bondy (Seine-Saint-Denis) le 26 février. Cette série de faits divers sanglants, à laquelle il faudrait ajouter différents morts par balles d'armes lourdes en octobre 2020 dans la région marseillaise, indique-t-elle une augmentation de la violence des jeunes en France? Sociologue-chercheur à l'Université Paris-Est Créteil et auteur de *Capital guerrier: Solidarité et concurrence entre jeunes de cité* (et d'un roman: *Pirate du bitume*), Thomas Sauvadet donne son éclairage.

Plusieurs événements sanglants impliquant des jeunes ont marqué l'actualité. La violence juvénile connaît-elle une recrudescence?

THOMAS SAUVADET Cette violence est liée à une évolution sur quarante ans. Dans les années 80, le marché du travail et celui du logement sont devenus défavorables aux classes populaires. En même temps est apparu un marché des stupéfiants, d'abord l'héroïne puis le cannabis. Il a créé les conditions d'un trafic professionnalisé à partir des années 90. Dans les quartiers pauvres, des bandes de jeunes se sont identifiées aux gangs juvéniles des ghettos américains, notamment à partir de la deuxième moitié des années 90, avec le succès du gangsta rap. Les bandes ont développé leur influence culturelle, avec la culture gangsta, et leur pouvoir économique, avec le trafic de cannabis. Jusqu'à devenir des



«Nous sommes face à un problème structurel. Il est lié à l'évolution de la société capitaliste», estime Thomas Sauvadet.

Gasdub

organisations sociales incontournables dans certains quartiers pauvres des métropoles.

Quelle peut être la réponse des pouvoirs publics face à ces problèmes?

Ces problèmes reflètent aussi un dérèglement de la société française, où tous les voyants sont au rouge, en milieu urbain comme rural, ou dans le péri-urbain comme l'a amplement montré le mouvement des Gilets jaunes. Voilà pourquoi le pouvoir noie le poisson. Des propositions, comme la mise en place de Zones d'éducation prioritaire ou de police de proximité, solutions pas négatives en elles-mêmes, ont peu

d'impact face aux causes économiques et culturelles globales qui détruisent notre société.

Nous sommes face à un problème structurel. Il est lié à l'évolution de la société capitaliste. Celle-ci a désindustrialisé le pays tout en glorifiant l'intérêt personnel, a créé du chômage et de la précarité tout en vantant une consommation ostentatoire et effrénée. Tout cela entraîne des comportements antisociaux, marqués par un individualisme exacerbé ou le développement d'organisations sociales claniques qui se comportent en prédateurs, que cela soit dans les hautes sphères ou les bas-fonds.

La gauche a-t-elle aussi failli dans sa politique?

Il y a le tournant de 1983 conduit par le président socialiste François Mitterrand. Il abandonna une politique favorable à la demande au profit d'une politique favorable à l'offre, c'est-à-dire au patronat. Il a ainsi tué la gauche de gouvernement. Dans sa folle course en avant, le parti socialiste a emmené le parti communiste jusqu'au fond du trou. L'acceptation d'un capitalisme sans frontières, la désindustrialisation qui s'ensuit forcément, ont détruit la société. Nous en sommes toujours là aujourd'hui.

Vos propositions pour lutter contre cette violence de jeunes?

Il faut neutraliser les organisations délinquantes voire criminelles du trafic de stupéfiants. Et libérer les quartiers populaires de ces organisations cancéreuses à tendance mafieuse. Il existe dans ces quartiers une cinquantaine de jeunes et une demi-douzaine de familles à juguler. Pour ensuite faire un véritable travail d'éducation populaire, et aussi de prévention.

A cet effet, la police et la justice doivent protéger victimes et témoins. Ceci afin de récolter de l'information, et faire tomber ces réseaux. Ensuite espérons que les citoyens réinvestissent l'espace public, le débat et l'action politiques. Pour s'attaquer à la mafia qui nous dirige, pas les voyous des bas-fonds, mais ceux des hautes sphères. Une transformation profonde de la société est nécessaire pour que les bandes peinent à recruter. Ce n'est pas simple.

La dépénalisation du cannabis pourrait-elle être une réponse pour restreindre le trafic?

La France est le pays d'Europe où la consommation est la plus élevée du continent. Face à cette situation, il est possible de réduire la demande. Comment? En favorisant les politiques de prévention et de santé publique. Restreindre l'offre aussi, en s'attaquant aux réseaux de trafic. La dépénalisation de l'usage du cannabis serait un coup dur pour les bandes et ces réseaux de trafic. Mais, si rien d'autre ne change, ces bandes et réseaux développeront d'autres trafics, comme la cocaïne ou les armes. Elles continueront de pourrir la vie des classes populaires prises en étau entre la violence des voyous du bas et celle des voyous d'en haut. ■

Propos recueillis par
Joël Depommier

L'activisme néofasciste contre «La Plume Noire»

FRANCE • La Jeune Garde Lyon est un groupe formé en 2018 en espérant pouvoir insuffler une nouvelle dynamique et ampleur à la lutte antifasciste lyonnaise. Il réagit après une nouvelle attaque de l'extrême droite.

Samedi 20 mars, 14h30 à Lyon, il fait grand soleil. Une foule est réunie en musique devant le Théâtre National Populaire pour s'opposer à la politique et la gestion de la crise sanitaire par le Gouvernement. A l'autre bout de la Ville, dans le quartier historique de la Croix-Rousse, une cinquantaine de personnes cagoulées attaquent une librairie à coups de jets de pavés ravageant la façade de l'établissement. En repartant aux cris d'«Avant! Avant! Lion le melhor!»¹, l'un d'eux fait distinctement un salut nazi. Par chance, il n'y aura aucune personne blessée parmi les membres d'une association qui organisait alors une récolte solidaire au sein de cette librairie-bibliothèque autogérée par la Coordination des Groupes Anarchistes et baptisée «La Plume noire».

Les assaillants s'attendaient vraisemblablement à ce que des personnes sortent afin de les provoquer physiquement. C'est en tout cas ce que pense Raphaël Arnault, porte-parole du groupe antifasciste la Jeune Garde Lyon (JGL). «On commente souvent la violence matérielle des mouvements sociaux. Avec l'ex-

trême-droite ce qui est visé c'est de casser de l'humain», confie-t-il en une semaine après l'assaut.

Génération identitaire mise en cause

Si le groupe antifasciste a des liens avec la librairie et y organise parfois des événements, celle-ci était visée à part entière. M. Arnault rapporte que dans le quartier les locaux du Parti Communiste ont eux aussi fait les frais de cette violence, qu'il convient de nommer, sans guillemets, fasciste. «Ce qui est nouveau c'est qu'ils agissent ainsi, en plein jour. D'habitude c'était plutôt le soir, comme ça a été le cas avec deux personnes agressées une nuit de décembre 2020», raconte-t-il.

Bien qu'une enquête soit en cours, l'identité des auteurs reste inconnue, ou presque. Pour M. Arnault, il s'agirait de membres de l'ex-association extrémiste Génération Identitaire, dont le siège se situait à Lyon. «Nous ne pouvons pas le prouver, mais nous les avons reconnus», explique-t-il. Génération Identitaire a été officiellement dissoute le 3 mars dernier par décret au motif que l'association tient «un discours de haine envers des

individus en raison de leur origine, race ou religion» et «pouvait être regardée par sa forme et son organisation militaires... comme présentant le caractère d'une milice privée.» (Le Monde, 03.03.21). Malgré cette dissolution, la JGL dénonce la persistance de deux lieux utilisés par le groupuscule, La Traboule-Maison de l'Identité lyonnaise, qualifié de «Bar des Identitaires» fermé sur décision administrative (pour raison de conditions de sécurité non remplies), un an et demi avant sa réouverture le 12 septembre 2020 et L'Agogé. L'un sert de site d'organisation et l'autre de salle de boxe. La JGL en réclame la fermeture immédiate.

Manifestation solidaire

Pour Raphaël Arnault, dissolution et fermeture de locaux permettent de casser la dynamique organisationnelle de l'extrême-droite. Toutefois, celle-ci persistant à avoir une influence dans la rue, c'est là qu'il faut peser. C'est en ce sens que la JGL organise, ce samedi à 14h, une manifestation antifasciste «en solidarité avec La Plume Noire», au départ de la

place des Terreaux (manifestation déclarée en attente d'autorisation). «Les camarades romand.e.s sont évidemment les bienvenus.e.s!», conclut le porte-parole. Après les violence contre la librairie, le jeudi 25 mars, des membres du groupe royaliste et nationaliste Action Française ont fait irruption avec violence dans l'hémi-

cycle du Conseil régional d'Occitanie à Toulouse. Avec une banderole où l'on pouvait lire «Islamogauchistes, traîtres à la France». ■

Jorge Simao

¹ Cri de guerre historique en franco-provençale signifiant «En avant! Le Lion est le meilleur!», référence à l'animal qui symbolise la capitale des Gaules, Lyon.



Rose comme la mort infinie

CINÉMA • Jamais l'humanité ne s'est ainsi confinée à l'échelle planétaire. Écrit avant la pandémie, «The Pink Cloud» imagine un couple improbable confit au Brésil dans un confinement absolu et illimité. Un joyau de sensibilité émotionnelle.

En 13 mois, une peur mondiale a généré un réel plus invraisemblable, voire absurde ou paradoxal que la fiction. Entre espérance, fatalisme, humour vaporeux et poésie de la tragédie, *The Pink Cloud* est écrit en 2017 par la cinéaste brésilienne Iliu Gerbase, établie à Porto Alegre et dont c'est le premier long-métrage. L'opus fut tourné en 2019 et monté pour partie l'année suivante sous crise multiforme.

La fable nous immerge dans les strates les plus profondes travaillant les états d'âme et contradictions de ces deux personnages principaux. «En termes de sentiments et d'émotions éprouvés et traversés, le scénario me semble toujours d'une grande acuité. Mais la situation brésilienne avec sa non-gestion irresponsable et catastrophique de la pandémie, ses milliers de morts quotidiens, et le chaos humain, social en résultant, évoqués de manière médiane et éphémère dans *The Pink Cloud*, est autrement plus terrible et anxiogène. En un mois, ce film méditatif voit l'installation d'un tube permettant le ravitaillement des personnes cloîtrées. Ici, Jair Bolsonaro ne se préoccupe que du business et de la perpétuation d'activités économiques écologiques et humanicides. C'est l'une des grandes différences avec la fiction où l'on prend rapidement soin des habitants en quarantaine», relève la réalisatrice en entretien.

L'intranquilité qui envahit le réel et vient hanter l'ordre social n'est pas nouveau dans le cinéma brésilien de ce début de siècle. Cette fable rétro-futuriste plus que dystopique anticipe moins qu'elle n'offre un cadre de questionnements et retours sur soi en temps anxiogènes de contraintes sanitaires sans réelles butées temporelles. A l'aurore ou au crépuscule, un nuage rose pâle «mignon et merveilleux, ne semblant nullement dommageable» apparaît au ciel d'une cité brésilienne. Il tue toute personne, mais pas les animaux



The Pink Cloud passe du registre du mytère et de la suggestion à celui de la contemplation résignée et de la réinvention de soi confiné. © trigon-film.org

(ce qui apparaît révélateur face à leur extinction progressive due à l'homme) entrant à son contact plus d'une poignée de secondes. L'humanité est alors asservie à un confinement strict. Sans aucun contact avec l'extérieur alors que le ravitaillement se déroule par drones.

Histoire sans fin

Entre vœu pieux d'un nuage évaporé pour l'hiver – comme le Covid-19 en période estivale – et résignation, la quarantaine est vue sur une décennie à travers la relation confrontant deux êtres que tout semble disjoindre. Côté féminin ayant le pouvoir économique dans le cosu penthouse sur deux étages, Renata de Lélis incarne une Giovana toute de désarroi et force mêlés. Quant à lui, Yago est ce taciturne adepte du lâcher-prise, chiropracteur au chômage forcé incarné en sa placidité boudeuse

et détachée par Eduardo Mendonça.

Les deux croyaient à une aventure d'un soir. Elle se transforme en une relation à durée indéterminée. Au fil d'une dizaine d'années, ils vont se mettre en couple et avoir un enfant lors d'une poignante scène d'accouchement monitorée par une sage-femme via Skype. «Au Brésil, le risque d'une hospitalisation est bien plus élevé sous pandémie pour les futures mères dans des établissements surchargés que pour les autres personnes de leur classe d'âge», souligne la cinéaste. Mais les deux amants vont se séparer sans quitter l'appartement sanctuaire et prison. Faire l'amour virtuellement par écran interposé avec une femme lointaine pour Yago. Cet éventail des possibles se traduit dans une mise en scène foisonnante et sophistiquée qui multiplie, sur plusieurs niveaux, les contrastes. Des

personnages masculins sont dans le soin à l'autre, ce qui inverse la traditionnelle distribution des rôles genrés. Sur le plan social, le film explore moins un conflit binaire qu'une convergence épisodique entre deux âmes esseulées transcendant les clivages de classes et de tempéraments.

Voici une sidérante immersion dans une vie de couple embastillée. On peut y déceler en creux une critique bienvenue de cette surenchère interprétative face à un virus où chaque personne se veut l'augure avisé du «monde d'après» alors qu'elle n'a rendez-vous qu'avec elle-même. Au jour le jour. Avec la conviction que si l'on ne peut changer le monde, peut-être faut-il avoir la modestie de commencer par soi. Sans déguiser l'égoïsme en abnégation engagée, concernée, dans un univers domestique aux opportunités de dépla-

cements atrophiées.

Habilement, le film ne s'intéresse pas à ce que ce le nuage létal «dit» – origine scientifique, les morts subites, l'autocritique social, la criminalité en baisse, le suicide, la plus haute des solitudes, l'inutilité progressive des prothèses virtuelles... – mais à ce qu'on lui fait dire. D'abord à l'écran, les étranges lambeaux duvetés géostationnaires transients du rosé au violet puis à des teintes d'aurore boréale. Le nuage suit ainsi dans ses dégradés la large palette émotionnelle traversée par ce couple malgré lui.

Hyperréalisme et surréalisme

Droguée à la réalité virtuelle sous casque, Giovana prendra goût au repli sensoriel perceptif sur elle, semblant dire pour longtemps adieu au monde. Elle emprunte in fine une forme de résistance ultime à la routine et à l'épuisement. Quitte à mettre son existence en jeu par le fait de résister comme l'on respire. Dont son oui profond à tout ce dont la société et l'urgence sanitaire nous ont séparés. Que signifie vivre encore avec la précarité et l'incertitude s'amplifiant? Quels sens à trouver à ses épreuves favorisant parfois des tyrans pour étrangler leurs populations et étendre leur empire?

La réalisation s'inspire de *L'Ange exterminateur* (1962) dû à Luis Buñuel. Lors d'une réception mondaine, les invités, victimes d'une mystérieuse maladie de la volonté ne pourront plus partir. Et personne de l'extérieur n'est en mesure de leur porter secours. Tourné avec peu de moyens au Mexique. Ce film surréaliste est une puissante fable sociale et une image corrosive de la bourgeoisie conservatrice aux multiples interprétations et exégèses possibles. A l'instar du film signé Iliu Gerbase. ■

Bertrand Tappolet

The Pink Cloud. A découvrir sur filmingo.ch dès le 8 avril.

Rencontre intime entre chirurgien et graveurs

EXPO • Le Musée Jenisch présente l'intégralité de la riche collection du Professeur Pierre Decker comprenant des gravures de l'artiste allemand Albrecht Dürer.

Le Professeur Pierre Decker (1891-1967) fut un éminent chirurgien. Chef du Service de chirurgie à l'Hôpital cantonal de Lausanne et doyen de la Faculté de médecine, il a formé des générations d'étudiants. Ce n'est sans doute pas un hasard si ce spécialiste du bistouri s'est passionné pour l'œuvre de deux prestigieux graveurs au burin, Albrecht Dürer (1471-1528) et Rembrandt Harmensz van Rijn (1606-1669). Tant l'art du chirurgien que celui du graveur requièrent une extrême précision du geste.

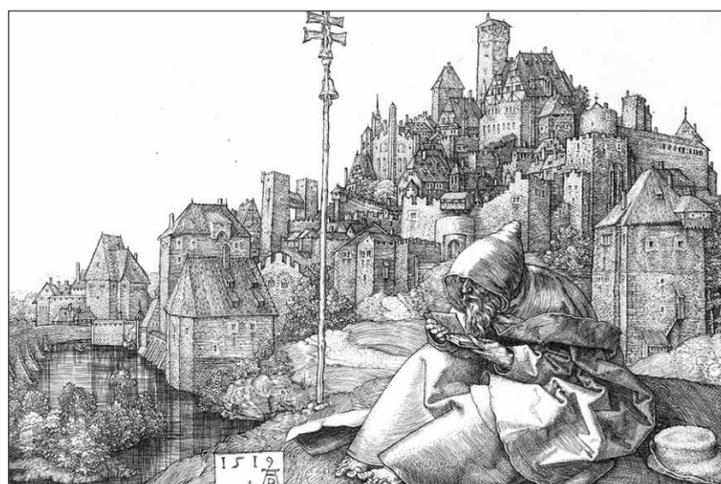
En fait, Pierre Decker n'acquiesça leurs chefs-d'œuvre que tardivement, dès 1946, et cela sous l'influence de son ami le pasteur William Cuendet (1886-1958), lui aussi grand collectionneur. A la mort de Decker, le fonds fut légué à la Faculté de médecine, puis rejoignit le Cabinet cantonal des estampes au Musée Jenisch à Vevey en 1989. La collection, présentée ici en son entier, ne comporte que 51 pièces. Mais toutes sont exceptionnelles. Le collectionneur était très exigeant sur la qualité des tirages. Il

faut savoir aussi que le prix de l'un d'entre eux équivalait au salaire annuel d'un chef de clinique, et les moyens du professeur Decker n'étaient pas illimités!

Ombres et lumières

Ce médecin était aussi un humaniste. Et sa collection fut pour lui, qui était cerné par la maladie et la mort, et qui vivait dans le lourd contexte de l'immédiat après-guerre, «un monde dans lequel on peut se réfugier quand on est fatigué de celui qui nous entoure maintenant.»

C'est donc à une rencontre émouvante entre un médecin et deux artistes que nous convie l'exposition du Musée Jenisch. Albrecht Dürer avait été un innovateur dans l'art du burin, comme Pierre Decker le fut en chirurgie. Du graveur allemand, on admirera particulièrement *Le Chevalier*, *la Mort* et *le Diable* et *Saint Jérôme dans sa cellule*, où l'artiste joue avec une époustouflante maîtrise des ombres et de la lumière qui, de la gauche, vient éclairer l'anachorète. On remarquera aussi la pré-



«Saint-Antoine devant la ville» de Dürer.

Musée Jenisch Vevey. Photographie © Julien

sion des descriptions anatomiques des chevaux et l'intérêt de Dürer pour l'architecture. Quant aux *Vierges à l'Enfant*, elles bénéficient du superbe drapé de leurs vêtements.

Sujets religieux et profanes

Rembrandt van Rijn, lui, héritait déjà d'une tradition établie dans l'art du

burin. Ce que Pierre Decker aimait chez lui, c'est la dimension dramatique, accentuée par ses fameux clairs-obscur. Ainsi dans *Jésus-Christ chassant les marchands du Temple*, avec son abondance de personnages et leur mouvement parfaitement rendu. Autre œuvre majeure du maître hollandais, *Les Trois Croix*, où la lumière

descendant du ciel éclaire le Christ, alors que les deux brigands crucifiés à ses côtés, ainsi que les témoins du drame, restent dans la pénombre. Si Pierre Decker a favorisé l'achat de gravures à thèmes religieux, les œuvres profanes ne sont point absentes de la collection. Par exemple, l'admirable portrait de *Clement de Jonghe*, où transparaît la psychologie du personnage, comme c'est aussi le cas dans les huiles de Rembrandt. Vivant proche du quartier juif d'Amsterdam et en lien d'amitié avec certains de ses habitants, le maître les a aussi représentés devant leur synagogue, dans cette ville où régnait la tolérance religieuse.

L'exposition veveysanne offre donc une belle occasion de voir un ensemble de chefs-d'œuvre de la gravure allemande et hollandaise. ■

Pierre Jeanneret

«Dürer et Rembrandt. La collection Pierre Decker», Musée Jenisch, Vevey jusqu'au 30 mai. Dans le même lieu, la superbe exposition consacrée à Marguerite Burnat-Provins (dont nous avons déjà rendu compte) est prolongée jusqu'au 11 avril.

Les femmes dans la vie lausannoise

LIVRE • Un ouvrage collectif présente 100 portraits de pionnières, notamment Antoinette Quinche, une radicale, qui a ouvert le droit de vote des femmes en 1959 dans le Canton de Vaud.

Après une introduction socio-historique montrant, jusqu'à une date récente, le peu de visibilité des femmes dans l'espace public et dans la mémoire collective, cet ouvrage est divisé en chapitres thématiques, tels que «Luttes militantes et engagement social», «Education et institutions sociales» ou encore «Peindre et sculpter le monde». On ne présentera bien sûr pas ici les cent figures féminines retenues, toutes décédées, même si chacune d'entre elles le mériterait. Tentons plutôt de tracer quelques lignes de force.

Si ces femmes, au cours de plusieurs siècles, se sont engagées dans de multiples domaines, on constate la place importante de la santé et de l'action sociale. Celles-ci correspondaient mieux aux préjugés genrés sur les activités dites «féminines». C'est par exemple le cas de Valérie de Gasparin, fondatrice de La Source, première école d'infirmières laïques. On notera aussi la forte imprégnation religieuse protestante: de nombreuses femmes appartenaient à l'Église libre et étaient filles de pasteurs. C'est mû par son intense foi chrétienne que Julie Hofmann créa Eben-Hézer, destiné à l'accueil de handicapés mentaux. C'est d'ailleurs Alexandre Vinet, à l'origine de l'Église libre après la révolution radicale vaudoise de 1845, qui fut le fondateur de l'école portant son nom, premier gymnase ouvert aux jeunes filles. Celui-ci a formé plusieurs générations d'entre elles, qui vont ensuite s'engager dans de multiples causes. Les femmes auquel ce volume rend hommage étaient de diverses appartenances politiques, même si une majorité était proche du Parti libéral, très lié au milieu bourgeois instruit et financièrement à l'aise. Mais Antoinette Quinche, qui joua un rôle important dans le vote accordant les droits politiques aux Vaudoises en 1959, était une radicale convaincue. La pacifiste Hélène Monastier, elle, qui combattit pour la création du service civil, fut la présidente des Socialistes chrétiens. Et c'est Charlotte Muret-Haët, communiste de longue date puis active dans le POP, qui ouvrit en 1955 à Lausanne le Congrès mondial des mères (1060 participantes!) On voit donc que l'engagement féminin/féministe transcende les clivages politiques.

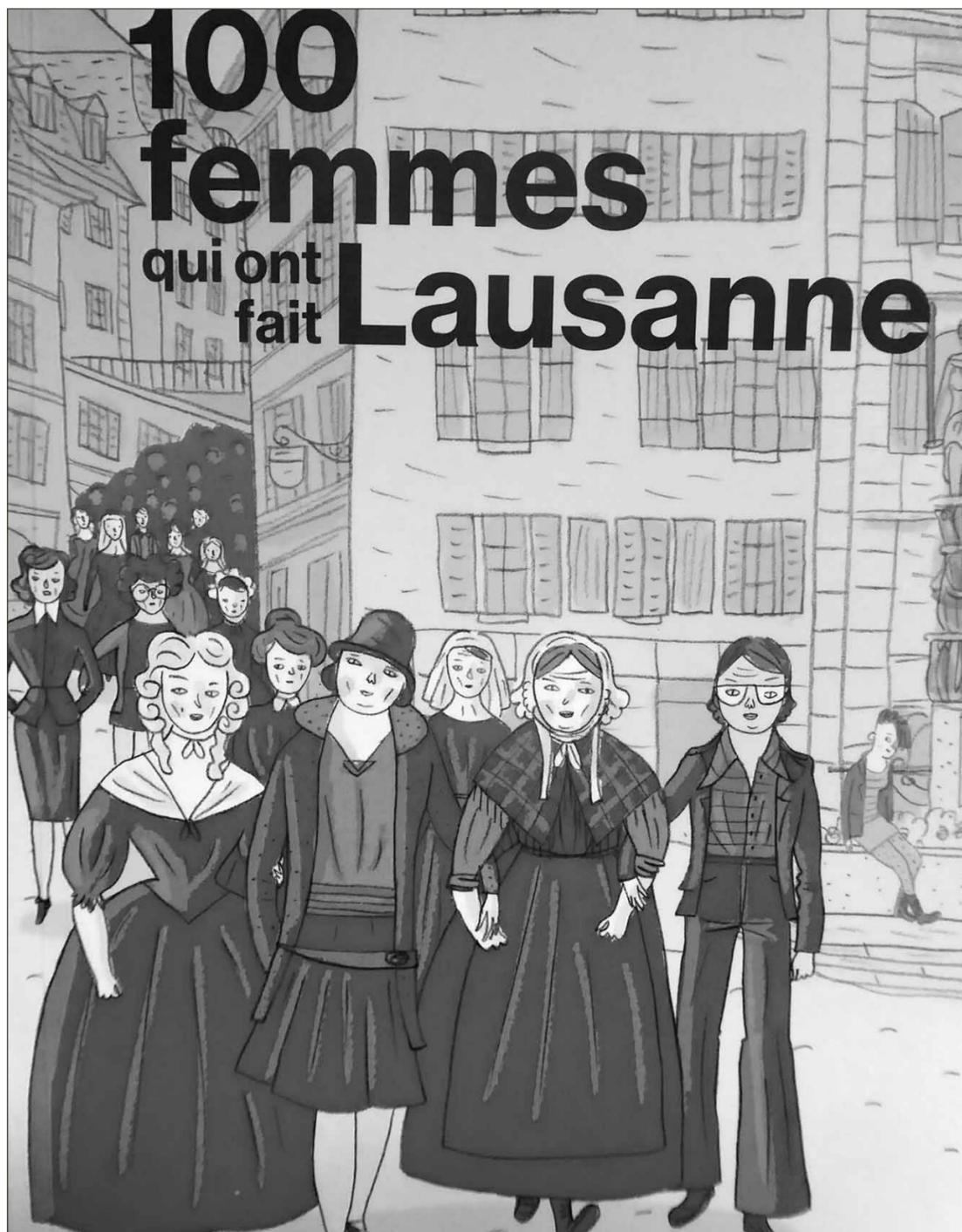
Mais des femmes s'illustrèrent aussi dans le domaine scientifique et firent parfois même – certes non sans difficultés dues au fameux «plafond de verre» – des carrières universitaires. Au 18^e siècle déjà, Elisabeth Vicat de Curtas fut une apicultrice et observa de manière scientifique expérimentale la vie des abeilles. Elle fut récompensée pour cela par la Société économique de Berne. Quant à Rosalie Constant de Rebecque, elle consacra sa vie à un extraordinaire herbier fait de 1245 aquarelles, accompagnées de notes descriptives de chaque végétal. Plus proche de nous, Erna Hamburger fut la première femme à être, en 1968, nommée professeur ordinaire au Département de l'électricité de l'EPFL.

Certaines femmes montrèrent de remarquables qualités d'organisatrices, qui leur étaient souvent déniées, telle Mary Widmer-Curtat qui, pendant la Première Guerre mondiale, fut la «général en chef» d'une œuvre de secours pour les réfugiés belges et réussit en quelques semaines à mettre à disposition 3000 places d'accueil! Quant au domaine littéraire, de nombreuses femmes s'y sont illustrées, de la romancière à succès au 18^e siècle Isabelle de Montolieu à Alice Rivaz ou Anne Cuneo. Sans oublier les femmes actives dans le monde de la musique, de la peinture (dont la plus importante fut Alice Bailly), du journalisme ou du sport.

Des femmes souvent issues des rangs de l'aristocratie et de la bourgeoisie

Rares il est vrai sont dans ce florilège les femmes d'origine modeste. On peut citer le nom de Jenny Enning, sommelière, boulangère et qui, sa famille ayant fait fortune, légua à sa mort en 1880 à la Ville une somme importante destinée à la construction d'écoles publiques. Elle est l'une des rares à avoir été honorée d'un nom de rue à Lausanne. Mais la Municipalité s'est engagée à donner à davantage de femmes cette visibilité publique.

Avec raison, le livre accorde une place aux «anonymes, invisibles et oubliées». Ce sont toutes ces femmes qui – vendeuses de magasin, postières, ouvrières d'usine, nettoyeuses dans les hôpitaux ou mères de famille ayant «seulement» élevé leurs enfants



Couverture du livre consacré aux militantes qui ont aussi fait Lausanne.

PJT

– n'ont pas laissé de nom dans l'Histoire mais ont fortement contribué à la bonne marche de la société.

Une petite critique cependant... Cet ouvrage nous paraît un peu trop consensuel et sage. Puisqu'il évoque la figure d'Henriette Favez qui, travesti ou transgenre avant la lettre,

devint Enrique pour aller soigner à Cuba où elle/il se maria avec une femme, on aurait pu sans faire scandale dévoiler un peu plus la vie privée de telle ou telle de ces femmes qui afficha ouvertement son homosexualité, une autre manière de transgresser les tabous sociaux. Notons enfin

que cet ouvrage utile et de lecture agréable est joliment illustré, dans un style proche de la BD, par l'artiste lausannoise Hélène Becquelin. ■

Pierre Jeanneret

100 femmes qui ont fait Lausanne. Dans les pas des pionnières, Editions Antipodes et Ville de Lausanne, 2021, 158 p.

Pour Pâques, exercer ses méninges

FORMATION • Form'action est le week-end national de formation des Jeunes POP. Cette année, il aura lieu totalement en ligne, du vendredi 2 au dimanche 4 avril. Quatre conférences et autant de cours sont proposés. Les conférences peuvent être suivies sur la page facebook des Jeunes POP.

Vendredi 2 avril

15h Table ronde sur le lien entre les élu.e.s et la population

avec Karine Clerc, Anaïs Timofte et Denis de la Reussille.

Le Parti Ouvrier Populaire est actif dans la rue, les militant.e.s sont visibles dans une grande partie de la Suisse. Mais il est également présent dans les parlements de plusieurs villes et cantons, au Conseil National ainsi que quelques exécutifs. Mais comment garder un lien avec la population et les militant.e.s de terrain?

C'est cette thématique qui sera abordée avec plusieurs membres du parti, Karine Clerc, municipale (membre de l'exécutif) à Renens (VD), Anaïs Timofte, conseillère communale (parlement) à Lausanne, présidente du POP Vaud et membre des Jeunes POP et

Denis de La Reussille, président de la ville du Locle et conseiller national.

20h Le salaire, c'est quoi?

avec Bernard Friot, sociologue et professeur d'économie

Comment gagnons-nous notre argent aujourd'hui? Revenus, honoraires, cachets, dividendes ou cotisations sociales, que de noms pour désigner les différentes sources et récepteurs des richesses que nous produisons ensemble. Comment s'y retrouver? Pour vous aider à y voir plus clair, les lumières de Bernard Friot, professeur émérite d'économie et théoricien du salaire à la qualification.

Que diriez-vous d'être rémunéré pour vos compétences personnelles et non pour une fonction? Que diriez-vous d'être rémunéré

indépendamment d'avoir un emploi? Que diriez-vous d'être payé pour vous former et étudier? Tant de questions auxquelles répondra Bernard Friot.

Samedi 3 avril

20h La santé pour tous.tes, notamment en période de Covid

Le Covid a montré les nombreux dysfonctionnements des systèmes de santé de nos sociétés occidentales. La réduction du nombre de personnels soignants, ainsi que du nombre d'hôpitaux ont mené à une gestion difficile de cette pandémie. Comment peut-on penser la santé autrement? Peut-on avoir une plus grande proximité entre les patients et les médecins? Est-ce qu'une poli-

tique de santé se résume à une politique de soin? Des acteurs de la santé viendront répondre à ces différentes questions, dont Bernard Borel, pédiatre FMH et conseiller communal du POP à Aigle (VD).

Dimanche 4 avril

20h Impérialisme, quelles formes? Quels enjeux?

L'impérialisme est une notion qui existe depuis plus de 100 ans, mais qu'est-ce que cela signifie vraiment? Quelles sont les différentes formes qu'il a prises et qu'il prend encore actuellement? Théo Kececioglu, membre du Mouvement des Jeunes Communistes de France répondra à toutes ces questions et présentera, avec l'exemple de la Palestine, les ravages de l'impérialisme. ■